

[Text]

I am trying to find out what the relationship is between PCI and CIDA. I want to assure myself that there is absolutely no danger of costly and futile duplication. I feel a little frustrated in these efforts, as I am sure my colleagues do, particularly since the new rules of parliamentary reform came and in we are not able to flit from one committee to the other, as we were in the past; therefore it is almost impossible for us to question Mr. Towe whose letter I now have before me.

Now, despite his letter and despite his assurances on page 3 that in developing its program PCI consults extensively with CIDA and other federal departments to ensure that proposals reflect Canada's foreign aid policies and do not overlap with other Canadian government activities, despite that assurance, I do not feel assured.

This \$250 million in aid funds to be provided to PCI, are they going to come through CIDA or through some other source? I wonder what exactly is going to be done with them. And if it is only PCI business, why is it mentioned at all in a CIDA publication? I know you cannot answer these questions very fully and very quickly, but I want answers to them.

This question I am sure you can answer very well, and it is the question of priorities. As far as we know from the 1975 to the 1980 report, the priorities were agriculture, energy and human resources—a very broad description. I am wondering what share of funds goes to each and every one of those areas. But more specifically, I would like to know exactly what is meant by "agriculture"? It could mean a million things to each of us. Does it mean infrastructure to help agriculture or does it mean the delivery of food, or what? In human resources, does it mean training in high technology, or does it mean basic education? What is your strategy for arriving at those?

• 1240

Thirdly—and I will put all my questions together in order to save some time—this Third World foundation, I now understand, thanks to a supplementary, is not the same foundation to which the Brandt report referred, but a different one that was referred to by Mr. MacEachen on March 29, 1983. He said at that time that the recommendation had not come forward, the specific recommendation, but it was on its way. I would like to know if it is on its way now in May; and if so, are we going to have consultations between this committee and department officials? What kind of thing is being planned? I would like as much information as I could get on it, please.

Mr. McWhinney: Mr. Chairman, in response to the hon. member, may I say, appearances to the contrary notwithstanding, that I have learned one thing in the last little while, which is not to bite off more than I can chew. But let me try to be

[Translation]

Je suis curieux de savoir quels sont les liens entre PCI et l'ACDI. Je tiens à m'assurer qu'il n'y a absolument pas double emploi. Comme mes collègues, je suis quelque peu gêné dans mon travail, parce qu'avec le nouveau règlement et la réforme parlementaire il est impossible maintenant d'aller d'un comité à un autre. Par exemple, il m'est presque impossible d'aller interroger M. Towe au sujet de cette lettre que j'ai ici.

Malgré ce qui est dit à la page 3 de cette lettre, sur le fait que PIC, dans l'élaboration de ses programmes, consulte pleinement l'ACDI et les autres organismes du gouvernement fédéral pour s'assurer que ces propositions reflètent la politique d'aide étrangère du Canada et n'empiètent pas sur les autres activités du gouvernement canadien, je ne suis pas du tout rassuré.

Ces 250 millions de dollars en aide, qui passeront par l'intermédiaire de PCI, viendront de l'ACDI ou d'une autre source? Je me demande ce qu'il en adviendrait exactement. Par ailleurs, si c'est quelque chose qui concerne seulement PCI, pourquoi cette publication de l'ACDI en fait-elle mention? Je sais que vous n'êtes pas en mesure de répondre entièrement à ces questions, mais je veux savoir ce qu'il en est.

Je vous pose cette question-ci, à laquelle vous pouvez certainement répondre, et qui concerne les priorités. En ce qui nous concerne, de 1975 à 1980, les priorités ont été l'agriculture, l'énergie et les ressources humaines de façon générale. Je me demande quelle est la part qui est allée à chacun de ces secteurs d'activité. Également, je serais curieux de savoir ce que signifie «agriculture» dans ce contexte. Ce pourrait être un tas de choses. Peut-il s'agir de l'infrastructure nécessaire à l'agriculture, par exemple, ou est-ce que le terme s'applique seulement à la production de denrées alimentaires dans ce contexte? En ce qui concerne les ressources humaines, s'agit-il de formation dans le domaine de la technologie de pointe ou alors d'un enseignement de base? Quelle est votre stratégie à cet égard?

Troisièmement, et je vais vous poser toutes mes questions ensemble pour ne pas prendre trop de temps, cette fondation du tiers-monde, dont je comprends beaucoup mieux le rôle maintenant grâce à une question supplémentaire qui a été posée, est différente de celles dont il est question dans le rapport Brandt, mais ce n'est pas la même que celle à laquelle M. MacEachen a fait allusion le 29 mars 1983. À l'époque, il a dit que la recommandation, je veux dire la recommandation très précise, n'avait pas encore été faite, mais qu'elle était sur le point de l'être. Je voudrais savoir où en sont les choses maintenant, c'est-à-dire en mai, et si cette recommandation a été faite, y aura-t-il des consultations entre le Comité et les fonctionnaires du Ministère? Qu'envisage-t-on de faire? Je voudrais en savoir le plus possible à ce sujet.

M. McWhinney: Monsieur le président, en réponse à l'honorable député, contrairement aux apparences, j'ai appris tout dernièrement qu'il ne fallait pas trop embrasser au risque de mal êtreindre. Je vais quand même essayer de dire ce que je